

Samir AMIN

Y a-t-il une solution aux problèmes de la Somalie ?

L'ouvrage de Afyare Abdi Elmi, *Understanding the Somalia Conflagration* (Pambazuka, Pluto, 2010) fournit une documentation sans équivalent à ma connaissance, concernant les acteurs du drame de la Somalie.

L'explication de ce drame – la décomposition de l'Etat qui se déploie depuis 1992 (la chute de Syad Barre) – impose un retour sur l'histoire du pays, depuis son indépendance (1960) jusqu'à la chute de Barre. Et sur ce point Afyare est laconique (voire la page 17) pour le moins qu'on puisse dire.

I. Les deux temps du régime de Syad Barre (1960-1992)

La « première République » – de 1960 à 1969 – était-elle une « démocratie » ? Oui, si l'on s'en tient à sa pratique politique électorale pluripartiste et à la liberté relative d'organisation et d'expression. Mais c'était une « démocratie néocoloniale » comme l'étaient beaucoup de pays africains à l'époque. Son économie, ouverte, dominée par les intérêts coloniaux traditionnels de l'Europe (en particulier de l'Italie et de la Grande Bretagne) dépendait à l'extrême de « l'aide » (européenne et internationale). La première République décevait tous ceux qui attendaient mieux et plus de l'indépendance et de l'unité (de l'ex Somalie italienne et du Somaliland britannique), pratiquement tout le « peuple », classes moyennes – à l'époque embryonnaires – comprises.

Le coup d'Etat de Syad Barre (1969) a été de ce fait fort bien reçu par le pays dans son ensemble. Car il promettait de réaliser ce que la formule néocoloniale n'avait pas permis : un « développement » au bénéfice du pays et de son peuple. Sa qualification de « socialiste » – qu'Afyare adopte – est un peu trop succincte et rapide. Oui le régime se proclamait tel, comme beaucoup d'autres en Afrique à l'époque – celle de l'ère de Bandung et du Non Alignement. Oui, il a été plus ou moins « reconnu » comme tel par l'Union Soviétique, qui soutenait le Non Alignement dans lequel les puissances occidentales par contre voyaient un « adversaire dangereux ».

Le régime était en fait ce que j'ai qualifié de « national populaire » et ses réalisations – au cours de la première phase de son déploiement, de 1969 à 1982 – ont été réelles et ont largement fondé sa crédibilité et sa légitimité.

Le régime n'a pas seulement développé un « discours nationaliste » sur l'unité du peuple somali, laissant ouvert le dossier de la « récupération » de Djibouti, de l'Ogaden éthiopien et du Somaliland kényan. Il a jeté les bases d'une rénovation de la nation somali par l'adoption officielle de sa langue et par un développement marqué de l'éducation dans celle-ci. C'était par là même reconnaître la réalité fondamentale de cette dimension de l'identité nationale : les Somali ne sont pas des « Arabes » ; ils constituent une nation africaine avec sa langue et sa culture propres, par ailleurs musulmane. Le développement économique – si modeste ait-il été –, celui des services administratifs et sociaux (éducation, santé, infrastructures) fournissait une

base – certes fragile – à l’urbanisation accentuée et surtout à la constitution de classes moyennes, donnant au régime de ce fait une bonne légitimité.

Certes ce régime n’était pas « démocratique ». Il ne l’était pas au vu du critère « occidental », puisque fondé sur le Parti unique, mais surtout non intégralement « ouvert » au capitalisme comme l’étaient d’autres régimes africains de parti unique (Côte d’Ivoire, Malawi) non qualifiés, eux, de « non démocratiques » ! Car si dans la langue en usage aujourd’hui démocratique et marché sont censés constituer les deux mamelles de la « bonne gouvernance », dans les faits – aujourd’hui comme hier – les puissances occidentales sont satisfaites dès lors que l’ouverture du marché (à l’extrême) est garantie, avec ou sans démocratie !

Mais le régime n’était pas non plus « démocratique » dans un autre sens, plus élevé. Il était confronté à une réalité historique : l’importance des clans dans la définition des identités multiples de la nation somali. Comme beaucoup d’autres régimes africains confrontés à la multiplicité « ethnique » le régime se contentait de nier le fait et, à partir de là, de traiter les résistances claniques » par le mépris et la répression. Il en allait de même concernant l’Islam, auquel le régime – sans être « laïc » au sens vrai du terme, en dépit d’avancées dans cette direction sur les questions du code de la famille, moins défavorable aux femmes – refusait le droit d’être politique.

J’ai qualifié ce modèle de comportement de « despotisme éclairé » ! Je pense même que, dans les conditions du pays et de l’époque on ne pouvait guère aspirer à beaucoup mieux. Ce « despotisme éclairé », s’il avait été soutenu par l’extérieur – au lieu d’être combattu par lui – aurait sans doute créé des conditions moins défavorables pour une évolution possible en direction de la démocratisation de la société et de la politique.

A l’époque l’Ethiopie de Mengistu, le Yémen du Sud, les résistants érythréens, se proclamaient tous « socialistes » et l’étaient plus ou moins avec les mêmes limites. Ce dénominateur commun – anti impérialiste et populaire – aurait pu constituer un atout pour les rapprocher. Ce que Fidel Castro avait alors proposé : construire une grande « confédération » (Ethiopie, Erythrée, Somalie, Yémen) équilibrée en termes nationaux et religieux. Des avancées dans cette direction qui étaient loin d’être « impossibles », auraient à la fois renforcé la position de cette région (les portes de Suez) dans sa confrontation avec les ambitions des puissances impérialistes et donné plus d’ampleur à sa base de développement.

Cela n’a pas été la voie choisie par les partenaires de la région. En réponse à l’épuisement rapide des possibilités de leur développement dans le cadre fragile de la Somalie d’une part et de l’épuisement infligé à l’Ethiopie par la guerre d’Erythrée d’autre part, les régimes ont préféré choisir la carte du « nationalisme » étroit pour redorer leur blason, s’engageant dans la guerre de l’Ogaden de 1981.

C’est alors que Syad Barre a brutalement « retourné sa veste », abandonné le « socialisme » (et le soutien soviétique) troqué contre celui de l’Arabie Saoudite et des Etats Unis. Ce retournement dit certainement quelque chose sur la fragilité des convictions antérieures

apparentes de l'individu ! Il est vrai que dans la guerre de l'Ogaden en question l'Union soviétique avait pris position en faveur de l'Ethiopie et rendu la Somalie responsable, par son soutien armé au Mouvement de libération (Somali) de l'Ogaden. L'URSS voyait certainement, non sans raisons valables, que l'Ethiopie constituait, par sa masse démographique et son attachement historique et ferme à l'indépendance, un atout bien supérieur comparé aux autres pays de la région. De leur côté les Etats Unis pensaient de la même manière que l'Ethiopie était – précisément de ce fait - le véritable ennemi à abattre dans la région.

Le second temps du régime de Barre (1982-1992) ne peut donc être confondu avec son premier temps, comme malheureusement Afyare le fait (régime « non démocratique » sans autre qualification). Le régime glissait vers « l'ouverture » (notamment aux capitaux séoudiens) tant appréciée par les puissances impérialistes. En même temps ces puissances cessaient de lui reprocher ses méthodes de répression violente, qui pourtant s'aggravaient, incitant à la révolte les clans exclus du pouvoir. La pénétration de l'Islam politique, soutenue par le nouvel allié Séoudi allait alors pouvoir s'épanouir, avec, encore une fois, la bénédiction de Washington.

II. La décomposition de l'Etat

Ce qui a suivi était inéluctable : l'effondrement de l'Etat, les guerres claniques et les seigneurs de guerre, l'implantation de mouvements se réclamant de l'Islam politique, la dégradation des conditions de vie élémentaires, la destruction des classes moyennes, et en fin de compte la piraterie.

Doit-on alors se résigner et penser qu'un « compromis » intégrant les clans et les mouvements islamiques est la seule réponse possible au défi ? C'est oublier que les clans ne veulent plus d'Etat et que les seigneurs de guerre constituent de ce fait la véritable puissance qui sait les manipuler. C'est oublier que l'Islam politique n'est pas capable, à lui seul de gouverner un pays quelconque. En dépit des apparences celui-ci est toujours au service d'intérêts sociaux dont il ne sert qu'à masquer la réalité : dans les pays du Golfe le pouvoir véritable est celui des aristocraties claniques archaïques qui contrôlent les rentes pétrolières et non celui des ulémas qui ne sont guère que leurs couvertures idéologiques. Dans un pays pauvre comme la Somalie les tribunaux islamiques peuvent bien se donner l'apparence de gouverner et se contenter à cet effet de couper les mains des petits délinquants et de soumettre les femmes à l'oppression masculine ; le « petit marché » fait le reste. La formule n'implique pas la reconstruction de l'Etat.

Ce chaos – durable – est-il « acceptable » par les puissances et par les voisins ?

Les puissances occidentales prétendent dans leurs discours vouloir aider à mettre en place des régimes associant la démocratie politique pluripartite et électorale et l'ouverture des marchés ; et prétendent même que ces deux objectifs sont complémentaires l'un de l'autre.

Cette complémentarité n'est évidemment en rien établie, ni en théorie, ni en pratique. En fait le seul objectif réel poursuivi est l'ouverture des marchés, avec ou sans « démocratie » (sacrifiée au nom de la « stabilité »). Cela exige un « Etat », au moins dans les pays intéressants pour des investissements importants (miniers par exemple) ou pour leur marché potentiel. Dans certains cas, comme on le voit en République Démocratique du Congo, il suffit de s'assurer du contrôle des zones minières intéressantes, par l'intermédiaire de Seigneurs de guerre associés ou par l'intervention militaire étrangère (celle du Rwanda en l'occurrence). Mais pour les autres, comme la Somalie ?

Les Etats Unis sont néanmoins intervenus en Somalie, mais pourquoi et comment ? Et quels en ont été les résultats ?

Washington prétend que le chaos, sans doute acceptable dans d'autres conditions, ne l'est plus, dès lors qu'il ouvre des possibilités aux « terroristes » (*al Qaida* en l'occurrence) avec lesquels les Etats Unis sont en guerre. Mais peut-on faire crédit à cette thèse ? Le « terrorisme » est venu bien à propos pour donner l'apparence de la légitimité à un projet d'une toute autre nature : le contrôle militaire de la planète et par ce moyen en celui de l'accès exclusif à ses ressources. Telle est la raison pour laquelle les Etats Unis n'insistent pas beaucoup dans le cas de la Somalie et laissent donc faire les seigneurs de guerre, les clans et les Islamistes.

Les Etats Unis ont tenté une première intervention directe. Mais celle-ci a seulement démontré leur incapacité militaire et politique à mener à bien, avec succès, cette « opération de police ». Douze GIs tués et ce fut la débandade ! Washington a alors eu recours à l'Ethiopie, passée dans son camp après la chute de Mengistu. Mais bien que l'entrée des armées éthiopiennes en Somalie ne se heurtait à aucun obstacle sérieux, les nouveaux occupants qui s'avéraient une fois de plus incapables de répondre avec efficacité au harcèlement des résistants (qu'on les qualifie de « terroristes » ou autrement), encore moins de mettre en place un gouvernement stable, ont été contraints à leur tour de se retirer.

Les résultats de toutes ces tentatives de « stabiliser » la Somalie ont donc été nuls. Mais pour autant la persistance du chaos n'est en fait guère gênante pour les Etats Unis. Peut-elle-même, tout au contraire, elle est fort utile car elle permet à Washington de donner crédit à sa poursuite de sa « guerre contre le terrorisme » ailleurs, et pour d'autres objectifs !

Ce chaos somalien ne gêne pas davantage les pays de la région. Peut-être même au contraire contribue-t-il à faire accepter le pouvoir d'Addis Abeba et de Nairobi aux Somali de l'Ogaden et de la frontière kenyane, qui pourraient préférer ce pouvoir au chaos qui accompagne celui des seigneurs de guerre, des clans et des mouvements islamiques.

Sans doute la piraterie dans l'Océan Indien fait-elle désormais problème. Encore doit-on rappeler ici – ce qui n'est jamais dit dans les médias dominants – que cette piraterie vient en réponse à une autre qui l'a précédé : le pillage des ressources halieutiques et leur destruction par la pollution de l'Océan désormais sans restriction faute d'Etat somalien pour faire respecter les lois internationales. Les populations somaliennes de pêcheurs, qui en sont les

victimes, n'avaient alors guère d'autre alternative que de celle de se livrer à leur tour à la piraterie. Certes, dans les conditions du chaos qui règne dans le pays, de nouveaux Seigneurs de la guerre se sont trouvés en mesure de racketter cette piraterie. Mais cet argument est accessoire et on aimerait bien voir sur le banc des accusés, non seulement les « acteurs immédiats » (les « pirates »), voire les Seigneurs de guerre qui les rackettent, mais tout autant les pirates étrangers qui pillent et saccagent les ressources dont vivent les pêcheurs somaliens.

III.Y a-t-il une solution possible ?

Le chaos sans solution se dessinant à l'horizon visible se prolonge en Somalie. Cela ne gêne ni les puissances occidentales, ni les voisins.

Mais le « peuple somalien » sera-t-il capable, par lui même, de « s'en sortir » ? Il n'est pas interdit d'en douter. Les exemples de peuples s'étant engagés dans une véritable autodestruction fatale existent dans l'histoire. En imaginant même que les puissances et les voisins laissent les choses évoluer par elles mêmes en Somalie – ce qui n'est pas garanti – les forces en place dans le pays sont toutes incapables de reconstruire l'Etat et la nation. Les mouvements islamiques ne sont pas mieux placés sous cet angle que les directions claniques et les Seigneurs de guerre. L'Islam que propose l'Islam politique, dans toute la diversité de ses organisations (« extrémistes », voire « terroristes » et « modérées », ou dites telles) est forcément un Islam obscurantiste, incapable d'aider à comprendre la nature des défis du monde contemporain. Car il est un Islam au service du maintien de formes brutales et primitives de l'exploitation des faibles (« le peuple ») par les « forts » (les cliques dirigeantes qui instrumentalisent le recours à la religion). Et ces « forts » ne sont rien d'autre que des courroies de transmission de l'intégration du pays dans le système mondial dominé par les monopoles de la triade (Etats Unis, Europe, Japon). Le « petit marché » somalien n'offre aucun moyen de résistance à cette domination, et les dirigeants des mouvements islamiques n'en sont peut être même pas conscients.

Or les possibilités de cristallisation d'une force nouvelle « progressiste » qui puisse le comprendre sont faibles, depuis que les chances de développement du modèle de « despotisme éclairé » du premier Syad Barre ont été ruinées.

C'est la raison pour laquelle j'ai exprimé le point de vue qui même si un « accord » parvenait à être réalisé par les forces en action sur le terrain (les clans, les Seigneurs de la guerre, les mouvements islamistes), ou même si l'une d'entre elles parvenait à s'imposer militairement (et les deux hypothèses sont peu réalistes), aucune solution viable n'en sortirait. Les développements précis présentés par Afyare dans son livre, le récit détaillé des conflits, constituent à eux seuls la démonstration qu'il n'y a rien à attendre de l'ensemble des forces qui occupent la scène somalienne.

Alors ? La « communauté internationale » pourrait-elle imposer une autre solution ? J'en doute fort. D'abord parce que cette « communauté internationale » autoproclamée n'est rien d'autre que Washington, soutenu par ses alliés subalternes européens et japonais et

Washington n'est pas gêné par le chaos somalien ; celui-ci lui est même utile pour les raisons que j'ai données.

Ensuite parce que même si pour une raison curieuse qui appellerait à l'intervention (improbable à mon avis) et même si Washington en décidait ainsi les Etats Unis sont en fait incapables d'en gérer le défi avec succès. L'establishment de Washington est, sur ce plan, proche de la nullité, composé « d'élites » incapables de comprendre les sociétés de la Planète autre que la leur. L'écart qui les sépare sur ce plan de ce que furent les classes dirigeantes des Empires coloniaux est gigantesque. De son côté la capacité d'intervention de l'ONU qui est la seule institution légitime pour parler au nom de la « Communauté internationale » est annihilée par sa soumission aux volontés du G7 (dirigé par les Etats Unis).

La seule solution possible au chaos somalien ne peut être apportée que par la communauté africaine, en particulier celle qui pourrait être constituée par les pays de la région. Les propositions qui avaient été faites en leur temps par Fidel Castro paraissent de ce fait d'une actualité évidente.

Mais ici encore les conditions ne sont plus ce qu'elles étaient à l'époque où ces propositions furent avancées. Dans l'état actuel des choses Addis Abeba n'est pas intéressé par la reconstruction d'un Etat somalien viable. Or l'Ethiopie est, et restera, le centre de gravité de la région. C'est le seul Etat digne de ce nom par sa masse et la tradition de sa culture politique. La preuve en a été donnée par l'échec du projet d'éclatement du pays sur des bases « ethniques », comme Washington l'avait envisagé. Ce projet n'a pas été mis en échec par le régime issu de l'alliance entre les rebelles du Tigré et les Erythréens, aujourd'hui en place (et à nouveau en conflit avec Asmara !), un régime rallié un moment au projet de démembrement de l'Ethiopie. Il a été mis en échec par le « peuple » éthiopien, si vague soit le sens de ce terme. Une renaissance éthiopienne reste, de ce fait, possible. Je dirai même probable, sinon certaine. Bien que la formulation puisse paraître paradoxale, la reconstruction d'un Etat somalien viable dépend largement de la renaissance d'une Ethiopie unie, forte, indépendante, capable d'aller de l'avant dans une ligne de développement populaire, une Ethiopie capable de ce fait de prendre des initiatives et d'entraîner dans cette voie les autres pays de la région.

NB :

Lire en complément à cet article les chapitres VI et VII (ce dernier écrit par Joseph Vansy) de mon ouvrage ancien, *L'Ethnie à l'assaut des Nations* (L'Harmattan, 1994), qui traite de l'Ethiopie et de l'Erythrée.

L'ouvrage de Iqbal D. Jhazbhay, *Somaliland : an African Struggle for Nationhood and International Recognition* (South African Institute of International Affairs, Pretoria 2009) confirme mon analyse: pour échapper au chaos que l'Islam politique a créé sur le territoire de la Somalie ex italienne, les citoyens du Somaliland ex britannique ont fait sécession et ont ainsi préservé chez eux la paix ; preuve que l'Islam politique est à l'origine du désastre pour la nation somali.